

*Rapport financier trimestriel*

**MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**

*30 septembre 2015*

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Table des matières

30 septembre 2015

---

	<u>Page</u>
Aperçu de la Société	1
Résultats trimestriels	2 - 3
Analyse des risques	4
Rapport sur l'utilisation des crédits	4
Déclaration de responsabilité de la direction	5
État de la situation financière non audité	6
État des résultats non audité	7
État des gains et pertes de réévaluation non audité	8
État de la variation des actifs financiers nets (dette nette) non audité	9
État des flux de trésorerie non audité	10
Notes complémentaires des états financiers non audités	11 -19

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Rapport financier trimestriel

30 septembre 2015

---

Le présent rapport financier trimestriel de Marine Atlantique S.C.C. (la Société) porte sur la période de six mois close le 30 septembre 2015. Il doit être lu en parallèle avec le Sommaire du plan d'entreprise de 2014-2015 à 2018-2019 de la Société et son Rapport annuel de 2014-2015, qui comprend les états financiers annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2015. On peut trouver des renseignements sur la Société, notamment le Rapport annuel et le Sommaire du plan d'entreprise, une fois qu'ils auront été approuvés par le gouvernement fédéral, à [www.marineatlantic.ca](http://www.marineatlantic.ca).

Les états financiers non audités et les notes y afférentes ont été établis selon les Normes comptables du secteur public. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

### APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Marine Atlantique S.C.C. est une société de transport qui assure une liaison essentielle entre l'île de Terre-Neuve et la province de la Nouvelle-Écosse. La Société est un rouage fondamental de l'économie du Canada Atlantique, surtout de Terre-Neuve-et-Labrador. Ses navires transportent, en effet, des marchandises (notamment, des aliments, des fournitures médicales et des produits de détail) et des passagers (résidents et touristes). À titre de société d'État fédérale, Marine Atlantique S.C.C. a pour mission d'assurer un service de traversier à longueur d'année à la fois pour le trafic commercial et des passagers.

Marine Atlantique S.C.C., qui a son siège social à St. John's (Terre-Neuve), gère des terminaux dans les ports terre-neuviens de Port-aux-Basques et d'Argentia et dans le port néo-écossais de North Sydney. La Société assure deux liaisons : un service de traversier quotidien de 96 milles marins maintenu à longueur d'année entre Port-aux-Basques et North Sydney, et un service de traversier saisonnier, trois fois par semaine, de 280 milles marins entre Argentia et North Sydney (assuré seulement pendant les périodes de pointe de la mi-juin à la mi-septembre).

Pour s'acquitter de son mandat, Marine Atlantique S.C.C. exploite une flotte composée de quatre traversiers de cote glace : le *Blue Puttees*, le *Highlanders*, l'*Atlantic Vision* et le *Leif Ericson*.

La Société fait chaque année rapport au gouvernement du Canada par l'entremise du ministre des Transports. La mission de la Société, aux termes de la Constitution, est de « maintenir entre North Sydney et Port-aux-Basques, une liaison par bateaux à vapeur mixtes adaptée aux besoins du trafic ». Ce service est essentiel pour relier la province de Terre-Neuve-et-Labrador à la partie continentale du Canada.

Marine Atlantique S.C.C. est un employeur clé dans chacune des trois villes dans lesquelles elle exerce ses activités. Les niveaux d'emploi au sein de la Société culminent à plus de 1 200 personnes pendant la période de pointe estivale. L'effectif de Marine Atlantique S.C.C. est en majorité syndiqué : environ 96 % des employés sont affiliés à l'un des cinq syndicats qui ont signé l'une des six conventions collectives en vigueur.

Pour garantir l'exploitation sécuritaire des navires en mer, Marine Atlantique S.C.C. est assujettie à diverses lois et divers règlements, dont le *Code canadien du travail*, le *Règlement sur la sécurité et la santé au travail (en milieu maritime)*, la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* et son règlement, la *Loi sur la responsabilité en matière maritime* et son règlement, la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, la *Loi maritime du Canada*, la *Loi sur le cabotage*, le *Règlement sur la sûreté des traversiers intérieurs* et la Partie III du *Règlement sur la sûreté du transport maritime*. La Société est également assujettie à la *Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS)*, le plus important de tous les traités internationaux visant la sécurité des navires marchands.

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Rapport financier trimestriel

30 septembre 2015

### RÉSULTATS TRIMESTRIELS

#### Aperçu de la performance financière de la Société (en milliers)

##### Trimestre clos le 30 septembre 2015

	Réel	Budget	Exercice précédent	Écart par rapport au budget <sup>1</sup>		Écart par rapport à l'exercice précédent <sup>1</sup>	
				\$	%	\$	%
Revenus	42 073 \$	38 624 \$	40 675 \$	3 449 \$	9 %	1 398 \$	3 %
Charges	64 111 \$	65 737 \$	64 603 \$	1 626 \$	2 %	493 \$	1 %

##### Période de six mois close le 30 septembre 2015

	Réel	Budget	Exercice précédent	Écart par rapport au budget <sup>1</sup>		Écart par rapport à l'exercice précédent <sup>1</sup>	
				\$	%	\$	%
Revenus	67 650 \$	62 493 \$	66 856 \$	5 157 \$	8 %	794 \$	1 %
Charges	125 300 \$	129 358 \$	124 758 \$	4 058 \$	3 %	(542) \$	(0 %)

<sup>1</sup> Un écart positif correspond à un résultat favorable par rapport aux montants inscrits au budget/comptabilisés pour l'exercice précédent.

#### Aperçu statistique

##### Trimestre clos le 30 septembre 2015

	Réel	Prévu	Exercice précédent	Écart par rapport aux prévisions <sup>2</sup>		Écart par rapport à l'exercice précédent <sup>2</sup>	
				N <sup>bre</sup>	%	N <sup>bre</sup>	%
Passagers	180 900	158 455	166 054	22 445	14 %	14 846	9 %
Véhicules de tourisme	67 195	57 985	61 142	9 210	16 %	6 053	10 %
Véhicules utilitaires	26 121	24 773	26 313	1 348	5 %	(192)	(1 %)
Équivalents autos <sup>3</sup>	183 454	167 742	176 733	15 712	9 %	6 721	4 %
Traversées		576	550	(26)	(5 %)	(43)	(8 %)

##### Période de six mois close le 30 septembre 2015

	Réel	Prévu	Exercice précédent	Écart par rapport aux prévisions <sup>2</sup>		Écart par rapport à l'exercice précédent <sup>2</sup>	
				N <sup>bre</sup>	%	N <sup>bre</sup>	%
Passagers	246 386	221 162	231 796	25 224	11 %	14 590	6 %
Véhicules de tourisme	90 770	79 931	84 709	10 839	14 %	6 061	7 %
Véhicules utilitaires	51 591	48 745	52 322	2 846	6 %	(731)	(1 %)
Équivalents autos <sup>3</sup>	314 783	291 558	309 884	23 225	8 %	4 899	2 %
Traversées		990	982	(8)	(1 %)	(36)	(4 %)

<sup>2</sup> Un écart positif correspond à un résultat favorable par rapport aux prévisions/chiffres de l'exercice précédent.

<sup>3</sup> Un équivalent auto ou EA correspond à la longueur moyenne d'une automobile.

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Rapport financier trimestriel

30 septembre 2015

---

### Revenus

Les revenus de la Société pour le trimestre considéré ont dépassé de 9 % et ceux pour l'exercice à ce jour, de 8 % les prévisions budgétaires car le trafic, toutes catégories confondues, a été plus important que prévu.

Les revenus de la Société pour le trimestre ont augmenté de 3 % et ceux pour l'exercice à ce jour de 1 % par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par l'augmentation du trafic de passagers et de véhicules passagers du service de traversier du Golfe et d'Argentia, en partie compensée par une diminution du trafic des véhicules commerciaux et la baisse des produits du supplément pour le carburant par rapport à l'exercice précédent.

### Charges

#### *Comparaison avec le budget*

Les charges de la Société ont été inférieures de 2 % aux prévisions budgétaires pour le trimestre considéré et de 3 % pour l'exercice à ce jour. Le coût du carburant et la quantité utilisée ont été moins importants que prévu, ce qui a permis de faire des économies au cours du trimestre et pour l'exercice à ce jour. Ces économies ont été en partie compensées par les pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés résultant du règlement des swaps sur carburant. Les coûts d'exploitation ont été inférieurs au budget de 1 % pour le trimestre et de 3 % pour l'exercice à ce jour. Enfin, les droits d'affrètement ont été inférieurs au budget de 1 % pour le trimestre et de 3 % pour l'exercice à ce jour en raison des taux de change plus bas que ce qui était prévu.

#### *Comparaison avec l'exercice précédent*

Le montant total des charges de la Société a diminué de 1 % pour le trimestre considéré et a augmenté de moins de 0,5 % pour l'exercice à ce jour par rapport à l'exercice précédent. La baisse du prix du pétrole brut a réduit les coûts de carburant par rapport à l'exercice précédent, réductions en partie compensées par la comptabilisation des règlements des swaps sur carburant comme pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés. L'entente d'affrètement pour l'*Atlantic Vision* a été reconduite cette année, mais à un tarif quotidien moins élevé, ce qui a réduit les coûts pour le trimestre par rapport à l'exercice précédent. Les charges au titre des avantages sociaux futurs ont augmenté, sur une base actuarielle, à la suite des changements apportés aux hypothèses actuarielles, notamment les taux d'actualisation et le rendement prévu des actifs des régimes, alors que l'amortissement a diminué. Les coûts d'exploitation ont augmenté de 3 % pour le trimestre considéré et de 8 % pour l'exercice à ce jour. Les dépenses de la Société ont augmenté au titre des initiatives et des projets prévus.

### Immobilisations corporelles

La Société a consacré 2,48 millions de dollars à ses immobilisations corporelles au cours du deuxième trimestre (cumul annuel à ce jour de 13,29 millions de dollars) dans le cadre de son programme de réinvestissement en continu dans ses actifs : 0,52 million de dollars (cumul annuel à ce jour de 0,89 million de dollars) à la rénovation des installations côtières et 1,4 million de dollars (cumul annuel à ce jour de 11,19 millions de dollars) à des projets visant les navires. Le reste des dépenses, soit 0,56 million de dollars (cumul annuel à ce jour de 1,21 million de dollars), a été consacré à l'acquisition de systèmes de technologie de l'information et de divers matériels.

# **MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**

## **Rapport financier trimestriel**

**30 septembre 2015**

---

### **Prévisions**

Pour l'exercice 2015-2016, le financement public approuvé de la Société se chiffre à 374,3 millions de dollars. D'après les résultats de la première période de six mois et le budget alloué pour le reste de l'exercice, la Société prévoit respecter le cadre financier approuvé. La Société n'a apporté aucune modification aux buts et objectifs énoncés dans le Sommaire du plan d'entreprise de 2015-2016 à 2019-2020.

### **ANALYSE DES RISQUES**

Les risques financiers auxquels est exposée la Société ont déjà été communiqués dans le Sommaire du plan d'entreprise de 2014-2015 à 2018-2019 et le Rapport annuel de 2014-2015 de la Société. Il n'y a aucun changement important à signaler concernant les risques recensés antérieurement.

### **RAPPORT SUR L'UTILISATION DES CRÉDITS**

La Société a reçu des crédits parlementaires de 21,9 millions de dollars du gouvernement du Canada au cours du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2015 (cumul annuel à ce jour de 57,9 millions de dollars). Des renseignements sur la méthode de comptabilisation des crédits parlementaires sont présentés à la note 2 a) afférente aux états financiers intermédiaires non audités de la Société. La note 3 afférente aux états financiers intermédiaires non audités décrit l'utilisation des crédits parlementaires reçus au cours de la période.

**MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**  
**Rapport financier trimestriel**  
30 septembre 2015

---

**DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, aux dates présentées dans les états financiers trimestriels et pour les périodes closes à ces dates.

Le président et chef de la direction,



Paul Griffin

Le vice-président aux Finances,



Shawn Leamon, CGA

St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)  
19 novembre 2015

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## État de la situation financière non audité

Au 30 septembre 2015  
(en milliers de dollars)

	30-Sep 2015	31-Mar 2015
<b>Actifs financiers</b>		
Trésorerie (note 4)	14 319 \$	12 527 \$
Débiteurs	10 812	10 082
Stocks destinés à la revente	392	335
Instruments financiers dérivés	6 793	797
Actif au titre des prestations de retraite constituées	107 297	111 832
	139 613 \$	135 573 \$
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer	17 922 \$	28 120 \$
Instruments financiers dérivés	9 985	6 027
Revenus reportés	1 159	3 547
Somme à payer au gouvernement du Canada (note 3)	3 731	2 766
Charges à payer au titre des indemnités de vacances	5 871	5 840
Passif au titre des prestations de retraite constituées	2 179	2 118
Passif au titre des avantages complémentaires de retraite constitués	43 975	42 904
Passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi	11 684	11 622
	96 506	102 944
Actifs financiers nets	43 107 \$	32 629 \$
<b>Actifs non financiers</b>		
Immobilisations corporelles	202 885	204 625
Stocks destinés à la consommation	11 879	16 904
Charges payées d'avance	5 278	6 888
	220 042	228 417
<b>Excédent accumulé</b>	263 149 \$	261 046 \$

Éventualités (note 7)

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*



**MARINE ATLANTIQUE S.C.C.****Etat des résultats non audité**

Exercice clos le 30 septembre 2015

(en milliers de dollars)

	Trimestre clos en		Période de 6 mois close en	
	2015	2014	2015	2014
<b>Revenus</b>				
Produits des activités de transport	38 055 \$	35 424 \$	61 186 \$	58 217 \$
Produits du supplément pour le carburant	3 997	5 210	6 417	8 565
Autres produits	21	41	47	74
	42 073	40 675	67 650	66 856
<b>Charges</b>				
Salaires et avantages sociaux	22 936	22 739	44 965	44 136
Droits d'affrètement	9 603	10 874	19 013	21 784
Taxes d'importation de navires d'affrètement	716	716	1 431	1 431
Carburant	7 991	10 699	13 430	18 919
Matériaux, fournitures et services	5 001	4 320	9 537	7 373
Réparations et entretien	2 627	2 372	6 472	5 247
Assurance, loyers et services publics	1 816	1 563	3 588	3 372
Autres charges	828	1 097	2 724	1 803
Avantages sociaux futurs (note 5)	3 465	1 857	6 930	3 714
Perte (gain) de change	18	1	(7)	2
Pertes (gains) réalisées sur les instruments financiers dérivés	1 187	32	2 188	(49)
Amortissement	7 923	8 333	15 029	17 026
	64 111	64 603	125 300	124 758
Déficit avant le financement du gouvernement	(22 038)	(23 928)	(57 650)	(57 902)
<b>Financement public</b>				
Exploitation	21 941	23 505	43 649	43 777
Immobilisations	2 479	3 074	13 288	9 627
	24 420	26 579	56 937	53 404
(Déficit) excédent lié aux activités	2 382	2 651	(713)	(4 498)
Excédent accumulé lié aux activités au début de la période	266 859	264 966	269 954	272 115
<b>Excédent accumulé lié aux activités à la fin de la période</b>	269 241 \$	267 617 \$	269 241 \$	267 617 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**  
**État des gains et pertes de réévaluation non audité**

Exercice clos le 30 septembre 2015

(en milliers de dollars)

	Trimestre clos en		Période de 6 mois close en	
	2015	2014	2015	2014
<b>(Pertes) gains de réévaluation survenus pendant l'exercice</b>				
(Pertes latentes) gains non réalisés sur devises	622 \$	( 277) \$	779 \$	( 648) \$
(Pertes latentes) gains non réalisés sur instruments dérivés	1 649	(1 782)	4 226	(2 089)
<b>Montants reclassés dans l'état des résultats</b>				
(Pertes) gains réalisés sur instruments dérivés	(1 187)	( 32)	(2 188)	49
<b>(Pertes) gains nets de réévaluation de l'exercice</b>	1 084	(2 091)	2 817	(2 688)
Pertes de réévaluation cumulées des instruments financiers dérivés au début de la période	(7 176)	(2 822)	(8 909)	(2 225)
<b>Pertes de réévaluation cumulées des instruments financiers dérivés à la fin de la période</b>	(6 092) \$	(4 913) \$	(6 092) \$	(4 913) \$

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

**MARINE ATLANTIQUE S.C.C.****Etat de la variation des actifs financiers nets non audité**

Exercice clos le 30 septembre 2015

(en milliers de dollars)

	Trimestre clos en		Période de 6 mois close en	
	2015	2014	2015	2014
<b>Excédent (déficit)</b>	2 382 \$	2 651 \$	( 714) \$	(4 498) \$
<b>Variation due aux immobilisations corporelles</b>				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 479)	(3 074)	(13 288)	(9 627)
Amortissement des immobilisations corporelles	7 923	8 333	15 029	17 026
<b>Diminution (augmentation) des immobilisations corporelles</b>	5 444	5 259	1 741	7 399
<b>Variation due aux autres actifs non financiers</b>				
Variation nette des stocks destinés à la consommation	4 062	5 075	5 025	6 323
Variation nette des charges payées d'avance	884	771	1 609	1 648
<b>Diminution des autres actifs non financiers</b>	4 946	5 846	6 634	7 971
Gains (pertes) de réévaluation	1 084	(2 091)	2 817	(2 688)
Augmentation des actifs financiers nets	13 856	11 665	10 478	8 184
Actifs financiers nets (dette nette) au début de la période	29 251	15 115	32 629	18 596
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de la période</b>	43 107 \$	26 780 \$	43 107 \$	26 780 \$

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

**MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**  
**Etat des flux de trésorerie non audité**

Exercice clos le 30 septembre 2015  
(en milliers de dollars)

	Trimestre clos en		Période de 6 mois close en	
	2015	2014	2015	2014
<b>Activités de fonctionnement</b>				
Rentrées de fonds — clients	33 766 \$	33 531 \$	64 053 \$	64 397 \$
Rentrées de fonds — autres produits	21	49	47	92
Financement public — exploitation	19 468	18 158	43 649	39 983
Financement public — immobilisations	2 479	3 071	14 253	17 470
Sorties de fonds - fournisseurs	(32 754)	(35 795)	(62 635)	(58 244)
Sorties de fonds — employés	(22 543)	(20 699)	(42 909)	(40 677)
Sorties de fonds — avantages sociaux futurs	( 388)	( 595)	(1 200)	(1 503)
	49	(2 280)	15 258	21 518
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 479)	(3 071)	(14 253)	(17 470)
	(2 479)	(3 071)	(14 253)	(17 470)
Effet des variations du taux de change sur la trésorerie	604	( 286)	786	( 667)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	(1 826)	(5 637)	1 791	3 381
Trésorerie au début de la période	16 145	22 382	12 528	13 364
<b>Trésorerie à la fin de la période</b>	<b>14 319 \$</b>	<b>16 745 \$</b>	<b>14 319 \$</b>	<b>16 745 \$</b>
La Trésorerie comprend :				
Trésorerie affectée			9 304 \$	8 807 \$
Trésorerie non affectée			5 015	7 938
			<b>14 319 \$</b>	<b>16 745 \$</b>

*Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.*

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Notes complémentaires des états financiers intermédiaires non audités

30 septembre 2015  
(en milliers de dollars)

---

### 1. BASE DE PRÉSENTATION

Marine Atlantique S.C.C. (la Société) est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La *Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C. de 1986* établit la Société comme société d'État mère. Dans le but de se conformer à la *Politique maritime nationale* (1995), le mandat de la Société a été réduit à l'exploitation d'un service de traversiers.

La Société exploite un service de traversiers entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador. Les activités de Marine Atlantique S.C.C. ont un caractère saisonnier par nature. La plus forte période d'activité de la Société est l'été (deuxième trimestre) et la période la moins achalandée est l'hiver (quatrième trimestre), car les nombreux touristes préfèrent voyager l'été. La Société profite donc de l'hiver pour effectuer une grande partie des travaux d'entretien annuel nécessaires sur ses navires et ses terminaux portuaires.

Les présents états financiers intermédiaires non audités ont été établis par la direction selon la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, conformément aux normes comptables pour le secteur public du Canada. Les états financiers intermédiaires ne présentent pas toutes les informations à fournir qui sont présentées dans les états financiers annuels audités de Marine Atlantique S.C.C. Les informations présentées ci-après s'ajoutent à celles qui sont contenues dans les états financiers annuels. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 mars 2015.

### 2. MÉTHODES COMPTABLES IMPORTANTES

#### Référentiel comptable

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes comptables du secteur public du Canada.

#### a) Financement public

La Société reçoit un financement public qui lui permet de répondre à ses besoins de trésorerie à court terme, notamment de faire face à l'excédent des charges d'exploitation sur les produits tirés des activités commerciales et d'acquérir des immobilisations corporelles. Le financement public reçu est comptabilisé en résultats de l'exercice au cours duquel il a été autorisé et toutes les exigences définies ont été satisfaites par la Société. Tout écart entre les montants reçus et les montants requis constitue une somme à recevoir du gouvernement du Canada (ou à payer à ce dernier). La Société vend parfois des actifs et doit alors verser le produit net de la vente des actifs au Trésor. Le cas échéant, le produit net réalisé est porté en diminution des besoins de financement de l'exploitation pour l'exercice au cours duquel la vente a eu lieu.

#### b) Instruments financiers

La trésorerie, les débiteurs, les créditeurs et charges à payer, et la somme à recevoir du (à payer au) gouvernement du Canada sont évalués au coût.

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Notes complémentaires des états financiers intermédiaires

### non audités

30 septembre 2015

(en milliers de dollars)

---

Les instruments financiers dérivés sont initialement évalués à la juste valeur à la date de passation des contrats sous-jacents, puis réévalués à la juste valeur à chaque date de clôture. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que l'instrument financier dérivé soit décomptabilisé. À ce moment-là, le montant cumulatif des gains et pertes de réévaluation associé à l'élément décomptabilisé fait l'objet d'une écriture de contrepassation et est reclassé dans l'état des résultats. Les instruments dérivés sont décomptabilisés à la date d'expiration des contrats sous-jacents. Les coûts de transaction sont passés en charges au moment où ils sont engagés.

c) Indemnités d'assurance à recevoir

Les débiteurs comprennent des indemnités recouvrables sur assurances qui sont comptabilisées au moment où la Société a l'assurance raisonnable que l'assureur approuvera la réclamation et versera les indemnités.

d) Stocks

Les stocks, qui se composent principalement d'articles destinés à la consommation à bord des navires, sont évalués au coût historique ou au coût de remplacement, selon le moindre de ces deux montants.

e) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, qui englobent les navires, les installations et le matériel, sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé. Les principales pièces de rechange incluses dans les stocks de pièces de rechange des navires sont comptabilisées en tant qu'immobilisations corporelles. À cette fin, les principales pièces de rechange sont celles qu'on prévoit utiliser pendant plus d'un exercice pour une immobilisation corporelle donnée.

Le coût des travaux en cours comprend les matériaux, la main-d'œuvre directe et les frais indirects. Les montants compris dans les travaux en cours sont virés à la catégorie appropriée d'immobilisations corporelles au moment où l'actif est prêt à être utilisé, puis ils sont ensuite amortis.

L'amortissement est calculé à des taux suffisants pour permettre la radiation du coût des immobilisations corporelles, déduction faite de leur valeur résiduelle, sur leur durée de vie utile estimative, selon la méthode linéaire. Le coût des projets à bord d'un navire, déduction faite de leur valeur résiduelle, est amorti sur la plus courte des durées suivantes : la durée de vie utile de l'actif ou la durée de vie utile du navire. Les améliorations locatives sont amorties sur la plus courte des durées suivantes : la durée du contrat de location ou la durée de vie utile de l'actif.

Les durées de vie utiles estimatives et les méthodes d'amortissement sont passées en revue à la fin de chaque exercice. Les taux appliqués aux principales catégories d'immobilisations corporelles sont les suivants :

Navires (y compris les projets de navire)	5 % à 10 %
Installations côtières	2,5 % à 5 %
Matériel	10 % à 25 %
Améliorations locatives	Durée du contrat de location ou durée de vie utile de l'actif

# MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

## Notes complémentaires des états financiers intermédiaires

### non audités

30 septembre 2015

(en milliers de dollars)

---

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, la valeur de l'immobilisation est ramenée à sa valeur résiduelle, le cas échéant. Il ne peut y avoir de reprise sur réduction de valeur.

#### f) Avantages sociaux futurs

La Société comptabilise ses obligations au titre des régimes d'avantages sociaux et les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes, au fur et à mesure que les prestations sont constituées.

#### Avantages de retraite

##### i) Actif (passif) au titre des prestations de retraite constituées

La Société offre, par l'entremise d'un fiduciaire, un régime de retraite agréé à prestations déterminées qui couvre la quasi-totalité de ses salariés, un régime de retraite supplémentaire non capitalisé à l'intention des cadres supérieurs embauchés avant le 1<sup>er</sup> mars 2001, et un régime d'avantages de retraite supplémentaire non capitalisé, adopté en 2006 à l'intention des titulaires de certains postes désignés, qui établit des prestations pour les services rendus depuis 2004. L'admissibilité à ce dernier régime a été élargie en vue de constituer des prestations pour les services rendus depuis 2009, au bénéfice de tous les participants au régime de retraite agréé à prestations déterminées qui sont visés par le maximum des prestations payables en vertu du régime agréé. En règle générale, toutes les prestations sont fondées sur les années de service et la rémunération moyenne la plus élevée ou la rémunération au départ à la retraite des employés.

Le coût des avantages de retraite est déterminé de façon actuarielle au moyen de la méthode de répartition des prestations prévues au prorata des services et des meilleures estimations faites par la direction du taux de rendement prévu des placements des régimes, des taux prévus de croissance de la rémunération, des taux d'inflation prévus et de l'âge de départ à la retraite des salariés. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des régimes de retraite est fondé sur le rendement prévu des actifs du régime de retraite agréé et une estimation des coûts d'emprunt pour les autres régimes.

Le taux de rendement prévu à long terme des actifs du régime est fonction du rendement estimatif, selon les conditions du marché applicables à la date d'évaluation, de chaque grande catégorie d'actifs et de la composition cible d'actifs précisée dans la politique de placement établie pour le régime. Le rendement prévu des actifs est déterminé par référence à la valeur liée au marché qui est appliquée aux actifs du régime aux fins de l'établissement des états financiers. La valeur liée au marché des actifs du régime est établie en appliquant une méthode qui prévoit l'amortissement des gains et pertes relatifs au rendement prévu sur cinq ans. Les gains et pertes actuariels résultent de l'écart entre le taux de rendement réel et le taux de rendement prévu à long terme des actifs du régime et des variations de la valeur des obligations au titre du régime de retraite par suite de modifications d'hypothèses actuarielles ou d'écarts entre les résultats réels et les prévisions établies en fonction des hypothèses.

Les gains et pertes actuariels au titre du régime de retraite agréé et du régime d'avantages de retraite supplémentaire adopté en 2006 sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants. Les gains et pertes actuariels au titre de l'ancien régime de retraite supplémentaire sont amortis sur l'espérance de vie moyenne estimative des participants.

**MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**  
**Notes complémentaires des états financiers intermédiaires**  
**non audités**  
**30 septembre 2015**  
**(en milliers de dollars)**

---

Les ajustements découlant des modifications apportées aux régimes, pour un montant net après compensation des gains ou pertes actuariels non amortis concernant les services rendus par les salariés au cours de l'exercice précédent, sont comptabilisés dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle la modification a été apportée.

La durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants au régime de retraite agréé et au régime d'avantages de retraite supplémentaire adopté en 2006 est de 10,9 ans (11,3 ans en 2014). L'espérance de vie moyenne estimative des participants à l'ancien régime de retraite supplémentaire est de 17,1 ans (17,0 ans en 2014).

ii) Régimes de soins de santé et de soins dentaires

La Société fournit une assurance-vie et une assurance pour soins de santé et soins dentaires à ses employés actifs ou à la retraite. Les salariés syndiqués, les salariés non syndiqués et les cadres sont admis à bénéficier d'une couverture d'assurance-vie de base et d'assurance-vie facultative à compter du premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de 60 jours d'emploi continu. Les salariés syndiqués sont admis à bénéficier de prestations dans le cadre d'une assurance complémentaire couvrant les soins médicaux et dentaires à partir du premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de 1 040 heures de travail effectuées et les salariés non syndiqués et les cadres y sont admissibles à compter du premier jour du mois qui suit la date à laquelle ils ont été embauchés.

Le coût des avantages complémentaires de retraite est déterminé de façon actuarielle à l'aide des meilleures estimations faites par la direction du taux de participation future au régime de soins de santé et de soins dentaires des retraités, du coût moyen des soins de santé par personne assurée, des taux tendanciels du coût des soins de santé et de l'utilisation de ces soins, du taux de croissance de la rémunération et des taux de mortalité.

Les ajustements qui découlent des gains et pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés concernés.

La durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants aux régimes d'avantages complémentaires de retraite est de 11,9 ans (13,4 ans en 2014). Les ajustements apportés en raison de modifications des régimes, pour un montant net après compensation des gains ou pertes actuariels non amortis concernant les services rendus par les salariés au cours de l'exercice précédent, sont comptabilisés dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle la modification a été apportée.

iii) Services de transport par traversier gratuits pour les salariés et les retraités

Les salariés et les retraités de Marine Atlantique S.C.C. bénéficient d'avantages relatifs au transport à bord des navires de la Société. Les salariés syndiqués, les salariés non syndiqués et les cadres ont droit de bénéficier de ces privilèges après avoir accumulé quatre mois d'emploi continu et 694 heures de travail normales ou après deux années de service, à la première de ces éventualités. Aucun passif n'a été comptabilisé dans l'état de la situation financière à ce titre, car le montant de cet avantage est négligeable.



**MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**  
**Notes complémentaires des états financiers intermédiaires**  
**non audités**  
**30 septembre 2015**  
**(en milliers de dollars)**

---

**Avantages postérieurs à l'emploi**

i) Passif au titre des indemnités pour accidents de travail

Pour certains membres de son personnel en activité ou anciens salariés, la Société est un employeur auto-assuré qui est responsable du passif au titre des indemnités pour accidents de travail. Le coût de ce passif est déterminé de façon actuarielle au moyen de la valeur actualisée nette du passif lié aux accidents de travail des salariés actuels et des anciens salariés lorsque des indemnités sont accordées par la Workplace Health, Safety and Compensation Commission de Terre-Neuve-et-Labrador, la Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail du Nouveau-Brunswick ou la Workers' Compensation Commission de l'Île-du-Prince-Édouard, ou lorsque des modifications législatives sont apportées et qu'on peut raisonnablement estimer les coûts futurs prévus. La direction comptabilise les variations de la valeur actualisée nette du passif en se fondant sur les estimations actuarielles des coûts futurs mises à jour en fonction des données réelles et des modifications apportées aux hypothèses actuarielles.

Les ajustements qui découlent des gains et pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne prévue de versement des indemnités qui est de 10 ans (10 ans en 2014).

ii) Autres avantages

Les autres avantages postérieurs à l'emploi sont constitués des prestations de remplacement du revenu servies aux salariés en congé d'invalidité à court terme et des prestations du régime collectif qui continuent d'être versées aux salariés en congé d'invalidité à long terme. Le coût de ces autres avantages postérieurs à l'emploi est établi par évaluation actuarielle à partir de la valeur actualisée nette du passif associé aux prestations d'invalidité à court et à long terme versées actuellement aux salariés, compte tenu des taux d'inflation, des taux d'intérêt, des taux de mortalité et des taux tendanciels du coût des soins de santé. La direction comptabilise les variations de la valeur actualisée nette du passif en se fondant sur les estimations actuarielles des coûts futurs mises à jour en fonction des données réelles et des modifications apportées aux hypothèses actuarielles.

Les salariés syndiqués sont admis à recevoir des prestations d'invalidité à court terme le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de 60 jours d'emploi continu. Ces prestations ne sont pas offertes aux salariés non syndiqués ni aux cadres, car ils bénéficient d'un régime distinct d'assurance-maladie. Le régime d'invalidité à court terme des salariés syndiqués fournit des prestations pour compenser la perte de revenus d'emploi en cas d'invalidité à la suite d'une maladie ou d'un accident non lié au travail. Les prestations peuvent commencer à être versées après la fin du délai de carence prévu et leur versement se poursuit jusqu'à la fin de l'invalidité du salarié ou la fin de la période d'indemnisation, selon la première de ces éventualités. Afin de pouvoir bénéficier de prestations d'invalidité à court terme, les salariés doivent avoir travaillé pendant toute la période ouvrant droit aux prestations et satisfaire à la définition d'invalidité. Le montant des prestations hebdomadaires est calculé en fonction de la convention collective. Un salarié qui reçoit des prestations d'invalidité à court terme continue de bénéficier de l'assurance complémentaire couvrant les soins médicaux pendant une période de six mois, de l'assurance pour les soins dentaires pendant une période de trois mois, et de la couverture d'assurance-vie de base pendant une période de six mois. Le salarié peut, par la suite, demander une exonération de primes d'assurance-vie afin de préserver sa couverture. Les privilèges de transport du salarié sont maintenus pendant la période d'invalidité. Aucune

**MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**  
**Notes complémentaires des états financiers intermédiaires**  
**non audités**  
**30 septembre 2015**  
**(en milliers de dollars)**

---

indemnité de décès ou de mutilation par accident ne peut être versée aux salariés qui ne sont pas actifs sur leur lieu de travail.

Les cadres et les salariés non syndiqués peuvent recevoir des prestations d'invalidité à long terme à compter du premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de 60 jours d'emploi continu. Ce régime n'est pas offert aux employés syndiqués. Le régime d'invalidité à long terme des cadres et des salariés non syndiqués prévoit le versement régulier de prestations pour remplacer les revenus d'emploi perdus en raison d'une invalidité de longue durée due à une maladie ou à un accident non lié au travail. Le versement des prestations débute après une période de carence de 26 semaines et se poursuit jusqu'à ce que le salarié cesse d'être invalide, au sens de la politique en vigueur, ou atteigne 65 ans, selon la première de ces éventualités. Le montant des prestations hebdomadaires versées à un cadre ou à un salarié non syndiqué n'est pas le même. Un salarié qui reçoit des prestations d'invalidité à long terme continue de bénéficier de l'assurance complémentaire couvrant les soins médicaux et dentaires, et des privilèges de transport accordés, pendant toute la durée de son invalidité pour autant qu'il continue de satisfaire à la définition d'invalidité et n'a pas atteint 65 ans. Sa couverture d'assurance-vie de base est valide pendant une période de six mois. Le salarié peut, par la suite, demander une exonération de primes d'assurance-vie afin de préserver sa couverture. Aucune indemnité de décès ou de mutilation par accident ne peut être versée aux salariés qui ne sont pas actifs sur leur lieu de travail.

Un régime de congés de maladie est également offert aux cadres et aux salariés non syndiqués qui ont été embauchés après le 1<sup>er</sup> septembre 2001, qui leur permet d'accumuler des congés de maladie pendant leur service. Les employés embauchés avant le 1<sup>er</sup> septembre 2001 sont admis à accumuler des congés de maladie en fonction du nombre d'années de service. Dans le cadre de ce régime, les congés de maladie peuvent être accumulés, mais ne constituent pas des avantages acquis. Aucun passif n'a été comptabilisé dans l'état de la situation financière à ce titre, car le montant est négligeable.

g) Constatation des revenus

La Société comptabilise les revenus lorsqu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que la livraison des biens a été effectuée, que le prix à payer par l'acheteur est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les produits des activités de transport et du supplément pour le carburant sont comptabilisés lorsque les services de traversier sont rendus. Les clients de la Société doivent payer à l'avance, au moment où ils font leur réservation. Les sommes reçues sont d'abord comptabilisées comme des revenus reportés, puis constatées en tant que revenus lorsque les services de traversier sont rendus. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

h) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice. Des charges de fonctionnement sont donc comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services rendus.

Les charges comprennent également des provisions qui reflètent la variation de la valeur des actifs et des passifs, y compris des provisions pour créances douteuses et pour obsolescence des stocks. Les charges englobent aussi l'amortissement des immobilisations corporelles, la consommation des stocks et les charges payées d'avance.

**MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**  
**Notes complémentaires des états financiers intermédiaires**  
**non audités**  
**30 septembre 2015**  
**(en milliers de dollars)**

---

i) Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance sont des décaissements effectués avant l'achèvement des travaux, la livraison des biens ou la prestation des services, ou des paiements versés à l'avance aux termes de contrats de location. Elles comprennent également les coûts liés à l'importation de navires affrétés qui sont amortis dans le poste taxes d'importation de navires d'affrètement à l'état des résultats sur la durée des contrats de location connexes.

j) Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux cours du change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis aux cours du change en vigueur à la date de l'opération. Les engagements et les éventualités libellés en devises sont convertis aux cours du change en vigueur à la date de clôture. Un gain ou une perte de change qui se produit avant le règlement est comptabilisé dans l'état des gains et pertes de réévaluation. Au cours de l'exercice où a lieu le règlement, le montant cumulatif des gains et pertes de réévaluation fait l'objet d'une écriture de contrepassation dans l'état des gains et pertes de réévaluation et un gain ou une perte de change déterminé en fonction du cours du change à la date de comptabilisation initiale de l'élément est comptabilisé dans l'état des résultats.

k) Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont des obligations potentielles qui peuvent donner lieu à des passifs réels si un ou plusieurs événements futurs se produisent ou ne se produisent pas. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, un passif estimatif est comptabilisé et une charge est constatée. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant en cause, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers.

l) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables du secteur public, exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses ayant une incidence sur le montant des actifs, des passifs et sur l'information sur les actifs et les passifs éventuels présentés à la date de clôture et les montants des revenus et des charges présentés au cours de l'exercice. Les estimations comptables importantes de la Société portent notamment sur ce qui suit : l'actif au titre des prestations de retraite constituées, le passif au titre de prestations de retraite constituées, les avantages complémentaires de retraite et les avantages postérieurs à l'emploi, les durées de vie utile des immobilisations corporelles et les litiges. Les estimations sont établies à partir des meilleures informations disponibles au moment de la préparation des états financiers et elles sont révisées annuellement afin de refléter les nouvelles informations obtenues. Les résultats réels pourraient différer des estimations établies.

**MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**  
**Notes complémentaires des états financiers intermédiaires**  
**non audités**  
**30 septembre 2015**  
**(en milliers de dollars)**

---

**3. SOMME (À PAYER AU) À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU CANADA**

La Société est financée par le gouvernement du Canada en fonction principalement de ses besoins de trésorerie. En outre, les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'excédent cumulé au cours d'un exercice peuvent être financés par le gouvernement du Canada au cours d'exercices différents. Par conséquent, les résultats d'exploitation nets de la Société pour un exercice donné diffèrent selon qu'ils sont présentés en fonction du financement octroyé par le gouvernement ou des principes comptables généralement reconnus.

	<b>30 septembre 2015</b>	31 mars 2015
	<b>(6 mois)</b>	(12 mois)
Somme à recevoir du (à payer au) gouvernement du Canada au début de la période	<b>(2 766) \$</b>	2 604 \$
Crédits parlementaires reçus au cours de la période	<b>(57 902)</b>	(136 284)
Comptabilisés au cours de la période		
Exploitation	<b>43 649</b>	117 227
Immobilisations corporelles	<b>13 288</b>	18 895
(Déficit) excédent – financement public	<b>965</b>	162
Somme (à payer au) à recevoir du gouvernement du Canada à la fin de la période	<b>(3 731) \$</b>	(2 766) \$

**4. TRÉSORERIE**

La trésorerie comprend une trésorerie affectée qui se compose de liquidités libellées en euros, y compris les intérêts courus, qui sont détenues dans un compte de garantie bloqué. Le montant total du solde libellé en euros se chiffre à 6 223 € (6 223 € au 31 mars 2015), ce qui correspondait à 9 304 \$ CA au 30 septembre 2015 (8 477 \$ CA au 31 mars 2015).

**5. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2015, la charge nette au titre des avantages sociaux futurs s'est élevée à 6 930 \$ (3 714 \$ au 30 septembre 2014). Cette charge comprend les coûts au titre du régime de retraite agréé à prestations déterminées, du régime d'assurance-vie et de soins de santé et de soins dentaires pour les retraités et des indemnités pour accidents du travail.

**6. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

La Société est liée par propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Elle effectue des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, selon les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux parties non apparentées.

# **MARINE ATLANTIQUE S.C.C.**

## **Notes complémentaires des états financiers intermédiaires**

### **non audités**

**30 septembre 2015**

**(en milliers de dollars)**

---

Au cours du trimestre, la Société a engagé des charges de 441 \$ (284 \$ en 2014) avec d'autres sociétés d'État, ministères et organismes publics fédéraux. En outre, le gouvernement du Canada finance la Société, comme cela est précisé dans les notes complémentaires 2 a) et 3. Transports Canada a autorisé la Société à utiliser gratuitement les terres publiques sur lesquelles sont sis ses terminaux portuaires. Aucun montant n'a donc été comptabilisé à ce titre, car la juste valeur de ce service qui est rendu gratuitement ne peut pas faire l'objet d'une estimation fiable.

#### **7. ÉVENTUALITÉS**

Les éventualités au titre des litiges ont été augmentées depuis la fin de l'exercice le plus récent en raison de nouveaux litiges pour lesquels un paiement est probable.